

atteint un niveau inconnu auparavant. Toutefois, le Canada n'a pas échappé au contre-coup des problèmes et difficultés qui se posent ailleurs."

C'est pour cela que notre Gouvernement a dû apporter des mesures d'une extrême importance.

Notre Gouvernement comprend bien la nécessité pour le Canada d'une organisation internationale du commerce. Notre pays n'a-t-il pas connu la prospérité découlant de ses exportations qui ont atteint l'an dernier des proportions considérables?

Le Canada est représenté à la Conférence du Commerce des Etats-Unis qui se tient maintenant à la Havane et qui, espère-t-on, aboutira à la création d'une organisation internationale du commerce, selon les modalités convenues à Genève. Les accords commerciaux et l'établissement d'une organisation internationale du commerce fourniront un solide fondement à l'expansion du commerce, de la production et de l'emploi dans le monde.

Dans le domaine international, le Canada n'occupe-t-il pas une situation enviable? Pendant que la nation canadienne vit dans l'abondance, des millions d'êtres humains dans les pays surpeuplés et mal nourris d'Europe et d'Asie réclament l'envoi de vivres. Le Canada doit faire sa part de sacrifices pour aider à sauver l'Europe de la ruine.

Le Canada doit aider à la restauration de l'Europe dans la mesure du possible. N'est-il pas dans son intérêt de le faire? Jamais ce pays ne pourra se suffire à lui-même et vivre dans l'isolationnisme. Comment ce vaste empire des blés et de bois pourrait-il écouler toute sa production sur le marché domestique? Comment ce pays de 12 millions d'habitants, possédant des capitaux et des services pouvant desservir 30 à 40 millions d'habitants, pourra-t-il maintenir sa prospérité et un si haut niveau de vie, sans la conquête d'importants marchés extérieurs? Comment pourrions-nous éviter le chômage et la surproduction si nous n'avions pas notre commerce d'exportation?

Ce commerce n'est-il pas vital et essentiel pour notre économie canadienne?

Pour promouvoir avec intelligence notre commerce d'exportation, notre Gouvernement doit se préoccuper constamment des différents problèmes créés à l'intérieur du pays par les besoins du peuple, par la nécessité de construire des maisons d'habitation, par l'élévation du coût de la vie, la rareté de certains matériaux de construction et de la main-d'œuvre, l'instabilité passagère d'une partie de l'agriculture et les difficultés de toutes sortes surgissant, ici et là, par l'abandon gra-

duel et ordonné de la régie des prix, abandon qui a été réclamé par l'opinion publique. Aussi le Gouvernement songe-t-il avec raison de maintenir en vigueur certaines régies indispensables et d'urgence nationale.

En discutant de l'aide canadienne aux pays d'Europe, il faudra tenir compte des difficultés monétaires qui ont surgi; et les fonctionnaires du Gouvernement n'ont-ils pas reçu l'ordre de surveiller constamment les conditions de production et d'approvisionnement qui menacent d'augmenter le niveau des prix payés par les consommateurs?

Parmi ces difficultés monétaires qui ont surgi, il y a lieu de mentionner la crise de la pénurie des dollars américains. C'est plutôt une crise de prospérité.

En effet, par suite de la grande prospérité qui régnait au pays, la population canadienne a vécu dans l'abondance, elle s'est donnée beaucoup plus de confort et elle a tellement acheté des Etats-Unis et à des prix trop élevés que l'équilibre fut rompue entre le volume de nos exportations et le volume de nos importations. C'est cette balance défavorable de commerce avec le Canada qui a nécessité des embargos, des restrictions dans notre commerce avec nos sympathiques voisins du Sud, mais ces restrictions d'urgence nationale sont essentiellement temporaires et il y a lieu d'espérer qu'elles disparaîtront avant longtemps.

A cause de l'énorme pouvoir d'achat du peuple canadien, par suite de la prospérité générale au Canada, et grâce à notre commerce d'exportation dans les différents pays du monde et en suite aux récents accords de Genève que le Parlement sera appelé à ratifier, nous n'avons pas raison de douter de l'avenir du Canada, et nous devons faire confiance au Gouvernement qui a imposé des mesures d'urgence avec tact, discrétion et avec habileté, parce que le Canada pourra sans doute maintenir sa prospérité à l'intérieur du pays à la condition de maintenir son commerce d'exportation dans les autres pays. Il est cependant dangereux que le commerce d'exportation ait pour résultat de rendre certains produits plus rares et ne provoque ainsi des hausses de prix injustifiées. Mais le Gouvernement n'a-t-il pas pris toutes les mesures possibles pour maintenir notre stabilité économique?

Après avoir connu certaines difficultés éprouvées par nos cultivateurs de la province de Québec, à cause du prix trop élevé en ces derniers temps des produits du blé, je lis avec satisfaction, dans le discours du trône, que:

... dans l'ensemble, les produits de nos industries primaires font encore l'objet d'une forte demande. A cause du prix établi pour la campagne agricole 1948-1949, en vertu de